

La «déglobalisation» du monde

Klaus Schwab, fondateur du Forum économique de Davos, relève les paradoxes de la globalisation qui, loin de favoriser des perceptions politiques mondiales, les rapetisse



Nous sommes au milieu d'une révolution. Certains l'appellent mondialisation, d'autres dévotion de la connaissance. Quoi qu'il en soit, c'est une modification de l'exercice du pouvoir, qui se déplace du centre vers la périphérie. Les structures verticales de commande et de contrôle ont tendance à s'éroder, érodant la place à des réseaux horizontaux de communautés sociales et de plates-formes de collaboration.

Une intégration et des interconnexions d'une densité sans précédent ont conduit à une proximité mondiale. Mais on se trouve face à un paradoxe. Si le pouvoir est toujours plus largement réparti, il devient également toujours plus difficile à contenir. Dans un monde global, nos institutions et nos systèmes de gouvernance se désintègrent à l'échelle du globe. En principe, nous devrions avoir un degré de conscience, d'identité et, logiquement, d'organisation mondialement plus élevé. Or, le principe d'organisation qui sous-tend notre monde a dramatiquement changé. Le globe a tendance à s'aplanir, mais nous ne savons pas comment il va fonctionner.

Nos institutions et nos structures de gouvernance mondiales n'ont pas évolué avec le temps. Elles ont été érigées sur le concept de l'Etat-nation, axé essentiellement sur la protection des intérêts nationaux sans prise en considération de l'intérêt général. Comme nous l'avons vu à maintes reprises au cours de la dernière décennie, toute action

entreprise en vue de former une coalition mondiale pour réaliser des objectifs communs est toujours strictement limitée quant à sa durée et à sa portée, spécialement par les intérêts particuliers des Etats-nations.

Le monde est devenu complexe et dangereux, si bien qu'il devient urgent de mettre en place des mécanismes efficaces pour relever tous les défis d'une manière proactive, exhaustive et systématique.

Commençons par la manière insoutenable dont nous traitons notre biosphère: quantités toujours plus élevées de gaz carbonique dans l'atmosphère, pénurie d'eau croissante, désertification, déforestation. Ces dommages environnementaux frappent tous les pays du globe – aussi bien les nations industrialisées que les pays émergents –, sans parler des défis et des tensions qui déoulent, sur le plan social, du démantèlement et de la diminution rapide des ressources.

Considérons ensuite les défis économiques: il existe un danger croissant de voir le développement économique actuel s'effriter suite aux manquement d'hiver et d'aujourd'hui. En dépit de la robustesse de l'expansion économique mondiale, les déséquilibres internationaux continuent de s'accroître et les écarts de revenus ne cessent de s'élargir entre les nations et en leur sein même. Nous ne pouvons plus continuer de vivre selon le principe «consommer maintenant, payer plus tard». Ce constat vaut non seulement pour le consommateur américain, mais pour nous tous qui tentons d'esquiver les réformes indispensables à la sauvegarde de notre environnement et à l'adaptation de nos systèmes sociaux, de santé et d'éducation. Il semble parfois que nous avons perdu, en tant que société, notre instinct à

prendre soin de la génération suivante.

Sur le plan politique, nous sommes les témoins du profond déclin des structures que nous avons utilisées historiquement pour gérer notre monde. Nous assistons à la «déglobalisation» d'un monde globalisé, dans la mesure où les Nations unies, les institutions de Bretton Woods et de nombreuses autres organisations multinationales peinent à faire face à l'évolution des besoins planétaires. Cela apparaît à l'évidence au travers de notre incapacité collective à affronter efficacement les Etats voyous ou défallants, le terrorisme ou encore d'autres événements tels

Jadis, le libéralisme protégeait l'individu contre le pouvoir collectif. Maintenant, c'est l'individu qui menace le collectif

que l'échec des négociations commerciales de Doha et la crise du Darfour. Ces développements montrent bien que, dans leur forme actuelle, les systèmes de gouvernance mondiale existants ne sont plus en mesure de répondre à l'ensemble des défis du XXI^e siècle.

Au niveau sociétal, les gens ont également développé une nouvelle sensibilité sociale. Ils sentent qu'un monde aplani requiert un nouveau sens de l'équité et de la solidarité. C'est pourquoi les mouvements sociaux sont souvent conduits par des foules de jeunes idéalistes et non plus par la gauche traditionnelle. Mais il y a contradiction entre ce nouvel idéalisme et la réalité, car la mondialisation crée des gagnants et des perdants. Autrement dit, elle nous

mène vers un monde qui, socialement, n'est pas aplani. L'écart entre ceux qui sont capables de surfer sur la vague de la mondialisation, grâce notamment à leurs connaissances et à leur

créativité, et ceux qui sont moins bien lotis s'élargit, tant au niveau mondial et national qu'au niveau des entreprises et des individus. Enfin, sur le plan culturel, nous sommes les témoins d'un monde à la recherche de son âme et assistons à une resurgence des identités culturelles et religieuses. La culture web, ce nouveau monde aplani au sein duquel 2 milliards de personnes seront interconnectés l'année prochaine, n'est pas nécessairement de nature à stimuler la

création d'une culture ou d'une identité planétaire. Bien au contraire. On constate une tendance à l'individualisation, au tribalisme, au localisme. Dans le monde du Web 2.0, le terme à la mode est la communauté. Mais si nous ne sommes pas vigilants, les communautés en question n'agiront pas dans l'intérêt général.

Au XIX^e siècle, lorsque le monde a passé du stade des villages à des structures de pouvoir plus centralisées, l'idéologie libérale a cherché à protéger l'individu contre la collectivité, contre le superpouvoir des gouvernements et contre les institutions bureaucratiques.

Aujourd'hui, alors que la nouvelle révolution a pour effet de remettre le pouvoir dans les mains des individus, il s'agit de protéger la collectivité contre l'individu: celui-ci peut en effet disposer de capacités destructrices que, dans le passé, seuls quelques pays possédaient. Or est l'équilibre dans cette lutte de la collectivité contre l'individu? Si nous parvenons à le trouver, nous pouvons espérer qu'un monde aplani fonctionnera pour le bien de tous.

Guy Ryder, secrétaire général de la CSI, **Conny Reuter**, secrétaire général de Solidar et **Poul Nyrup Rasmussen**, du Forum progressiste mondial, plaident pour la justice sociale

Un message de Nairobi à Davos

Deux événements d'importance auront lieu cette semaine, qui s'attachent à faire le point sur la situation dans le monde, toutefoies, depuis des perspectives différentes. Le premier, le Forum social mondial (FSM), à Nairobi, donnera lieu à un débat sur l'accroissement de la pauvreté et des inégalités résultant de la mondialisation économique et les obstacles que celle-ci impose à l'accès à un travail décent pour les millions de travailleurs et travailleuses qui en ont cruellement besoin. Ensuite, le Forum économique mondial passera en revue les nouveaux donnees économiques, toutefois sans accorder suffisamment d'attention à leur incidence réelle sur les personnes. Il est fort probable que le FSM donne lieu à un débat sur la relance du Cycle de Doha et l'approche à adopter face à la crise d'identité que traverse le FM. Or s'il y a bien une leçon à tirer de l'histoire, c'est que ces discussions risquent de faire peu de cas des problèmes soulevés au FSM.

Cette rupture qu'il y a entre l'ordre du jour corporatif, d'une part, et la société civile, d'autre part, constitue une menace de plus en plus lourde pour la prospérité. Certes l'économie est mondiale, mais c'est en votant à l'échelon local que les gens expriment leur jugement, et la

réalité parle d'elle-même: malgré tout le tapage concernant les fameuses cinq années de croissance économique, la situation dans le monde du travail ne laisse entrevoir aucune amélioration. Bien au contraire. Le chômage est à la hausse tandis que la croissance devient inversement proportionnelle à l'emploi: une proportion encore plus considérable de la population mondiale est sous-employée ou sous-rémunérée; à la stagnation

Nous lançons une campagne conjointe sous le mot d'ordre «Un travail décent pour une vie décente»

et au déclin des salaires réels il faut ajouter que la rémunération des travailleurs, dans son ensemble, représente un pourcentage décroissant des économies nationales; les prestations sociales sont sujettes à des réductions considérables, notamment lorsqu'elles proviennent des employeurs; la négociation collective est soumise à des pressions croissantes; le travail occasionnel sur base de contrats temporaires, intérimaires et à temps partiel est en pleine augmentation

tion; d'une manière générale, les relations de travail s'affaiblissent et sont de plus en plus souvent déguisées et ambiguës, tandis que l'économie informelle prend de l'essor.

A l'occasion du Forum social mondial, nous lancerons une campagne conjointe sous le mot d'ordre «Un travail décent pour une vie décente». Sous les auspices de cette campagne, l'Alliance pour le travail décent (formée par la Confédération syndicale internationale, Social Alert, la Confédération européenne des syndicats, Solidar et le Forum progressiste mondial) mobilisera des représentants des jeunes travailleurs dans le cadre d'un sommet dont la tenue coïncidera avec la réunion du G8 en juin prochain; ce sommet aura pour but d'interpeller les décideurs politiques sur le fait que l'absence de perspectives d'emploi décent pour les jeunes doit constituer une priorité politique mondiale. Nous apporterons le même message au Forum de la mondialisation de l'Organisation internationale du travail. Nous appuierons également les efforts de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois pour faire pression sur la FIFA et le gouvernement sud-africain afin d'assurer que tous les travaux de construction entrepris en prévision de la Coupe du monde 2010 soient

Vous et nous
Vous écrivez
Procès Swissair: problème de communication?



Yve Delagnis,
interprète de conférence,
Lully (VD)

Indépendamment du fait que tout ce procès ressemble toujours plus à une farce qu'à une mise au point ouverte et honnête, nous, interprètes de conférence, tombons des nues en lisant que certaines questions posées par les juges n'étaient pas bien comprises parce que formulées... en allemand uniquement!

Du temps de feu Swissair, toutes les grandes réunions et autres présentations de bilan se déroulaient toujours avec interprétation simultanée en 3, voire en 4 langues (donc avec 3 ou 4 «cabines»). Après le terrible crash à Halifax, une sorte de «permanence» composée d'une dizaine d'interprètes, joignables 24 heures sur 24, avait été requise par Madame Bea Tchanz (porte-parole de l'époque), et nous avions œuvré une bonne semaine durant, à partir de, et vers trois langues. Pour les dernières conférences avec MM. Bruggisser, Schorrdret, Corti etc. au Swissôtel d'Orlikon, les interprètes «habitués» avaient à nouveau été recrutés, bien que depuis la «naissance» et les premières turbulences de Swiss, l'italien et le français, langues de travail et de communication régulières, aient été balayés d'un trait, et seul le «denglish d'entreprise» utilisé par la nouvelle direction.

Cela dit, pour un procès de cette envergure et de ce poids, pourquoi ne pas avoir fait appel à des linguistes professionnels, pour éviter de nouveaux malentendus et mésinterprétations? Vu les coûts générés à ce jour, les honoraires d'interprètes expérimentés (pour interroger correctement quelques-uns des prévenus seulement), n'auraient fait éclater aucune bourse!

La DDC en Israël

Gérald Steinberg,
directeur exécutif de NGO Monitor

Dans «Pourquoi l'action de la DDC dans les territoires palestiniens est à nouveau critiquée (17 janvier 2007)», vous qualifiez NGO Monitor de «pas vraiment impartial». C'est inexact. Les ONG sont de puissants acteurs internationaux, bénéficiant d'importants budgets mais soumis à aucun contrôle. A la Conférence des Nations unies de 2001 contre le racisme, elles ont fait usage de fonds étatiques pour implanter une stratégie de délégitimation d'Israël et pour attiser le conflit arabo-israélien. NGO Monitor a été créé pour examiner cette activité et promouvoir un débat critique par des analyses centrées sur les faits et citant explicitement les rapports mis en cause. Nos recherches sur la DDC ont démontré que les fonds de développement suisses soutiennent des ONG politisées comme Al Mezan, ARJI et Dev.tiv dont les activités vont à l'encontre de la paix. Loin d'exercer leurs actions de façon «très professionnelle» comme décrit par M. Carera, ces ONG déforment le droit international, attribuent indûment à Israël l'étiquette de «État d'apartheid» et l'accusent de «crimes de guerre». Ainsi Al Mezan prétend qu'Israël «tue et prend en otage la population palestinienne» et les films du Dev.tiv attaquent Israël, lui reprochant de «judaisier et répandre l'idéologie sioniste» dans le pays. Ces deux ONG financées par la DDC ignorent le contexte de la terreur palestinienne et de la corruption. De telles activités vont au détriment de l'objectif affiché de la DDC visant à améliorer la société civile et à «contribuer à des projets favorisant la paix».

Nous précisons

Le Temps du lundi 22 janvier

Article attribué à Alain Tanner dans la page «Opinions» n'était pas écrit directement par lui-même. Il s'agissait de propos recueillis lors d'un séminaire de formation de journalistes. Nous l'indiquons en introduction mais peut-être de façon trop peu claire. Alain Tanner avait accepté le principe de cette retranscription et en assume le contenu même s'il a des réserves quant à la forme.

Vos lettres, de 1500 à 2000 signes au maximum, sont les bienvenues par e-mail (lecteurs@letemps.ch), par fax (022 799 59 67) ou par poste (Le Temps, courrier des lecteurs, case postale 2570, 1211 Genève 2). Nous nous réservons le droit de les sélectionner ou de les réduire. Vous pouvez aussi exprimer votre point de vue au café électronique du Temps: à l'adresse Internet letemps.ch/forum